

D'après les premières estimations, en 2014, le chiffre d'affaires de l'ensemble des cliniques privées atteindrait 14 milliards d'euros. Après une baisse en 2012, la rentabilité nette s'accroît depuis 2013 pour atteindre 3,5 % du chiffre d'affaires en 2014. L'endettement des cliniques diminue (35 %) parallèlement à une baisse de l'effort d'investissement.

Depuis 2013, une hausse de la rentabilité...

En 2014, la rentabilité nette des cliniques privées, qui rapporte leur résultat net à leur chiffre d'affaires, est évaluée à 3,5 % (tableau). Elle augmenterait de 1,3 point par rapport à 2013 (graphique 1). Les niveaux de rentabilité sont en fait très variables selon le secteur d'activité. La rentabilité des cliniques du secteur de médecine, chirurgie et obstétrique (MCO) [3 %] augmente de 1,5 point par rapport à 2013. La rentabilité nette des cliniques de soins de suite et de réadaptation (SSR) s'accroît régulièrement depuis 2011 pour atteindre 4,9 % en 2014. Les cliniques psychiatriques demeurent les plus rentables en 2014 (6,2 %).

... liée à la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

Pour les années 2013 et 2014, l'amélioration du résultat net est la conséquence d'une augmentation de l'excédent brut d'exploitation (EBE) mesurant les opérations liées à l'exploitation normale et courante de l'établissement. Ainsi, contrairement aux années précédentes, l'EBE enregistre une hausse en 2013 de 0,9 point et en 2014 de 0,6 point : il est estimé à 6,5 % en 2013 et à 7,1 % en 2014. Cet accroissement de l'EBE s'explique en grande partie par une baisse des cotisations sociales relatives aux frais de personnel, elle-même liée à la mise en place, en 2013, du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), avantage fiscal pour les entreprises. Considérant que les cliniques sont en concurrence avec des établissements publics non éligibles au CICE, les pouvoirs publics ont cependant atténué l'effet positif du CICE en 2013 et 2014, puis l'ont neutralisé en 2015, via des baisses tarifaires des séjours hospitaliers.

Une clinique sur cinq est en déficit

La situation économique des cliniques privées, globalement excédentaires, masque de fortes disparités. En 2014, un cinquième des cliniques sont en déficit. Cette part est en légère diminution depuis 2013 (21 % en 2014 et 24 % en 2013, contre 28 % en 2012). Elle atteint 23 % dans le secteur MCO, 10 % dans le secteur de la psychiatrie et 23 % pour les cliniques de SSR.

Les investissements continuent de ralentir

La capacité d'autofinancement (CAF) progresse depuis 2013 : elle atteint près de 6 % du chiffre d'affaires en 2014. Elle augmente pour toutes les catégories d'établissements. Pour les cliniques en MCO, elle est passée de 3,8 % en 2012 à 4,9 % en 2013 et à 5,6 % en 2014. Pour les cliniques de SSR, elle s'accroît en 2013 et 2014 pour atteindre 6,6 % du chiffre d'affaires. Celle des cliniques psychiatriques reste à un niveau élevé (8,6 %). Globalement, l'effort d'investissement des cliniques privées, correspondant au ratio des investissements réalisés dans l'année rapporté au chiffre d'affaires, continue son ralentissement observé depuis 2007 : en 2014, l'investissement représente 4,1 % du chiffre d'affaires, contre 10,3 % en 2007 (graphique 2). La baisse en 2014 concerne surtout les cliniques de psychiatrie et de SSR. Pour les cliniques de MCO, l'effort d'investissement augmente modérément, passant de 4,1 % du chiffre d'affaires à 4,3 %. À la suite de la baisse des investissements, l'endettement total des cliniques, qui correspond au rapport des dettes financières sur les capitaux permanents, continue de diminuer en 2014 pour atteindre 35 % des capitaux permanents, contre 40 % en 2013 (graphique 3). Cette baisse concerne principalement les cliniques de MCO et de SSR. ■

Tableau Compte de résultat des cliniques privées entre 2009 et 2014

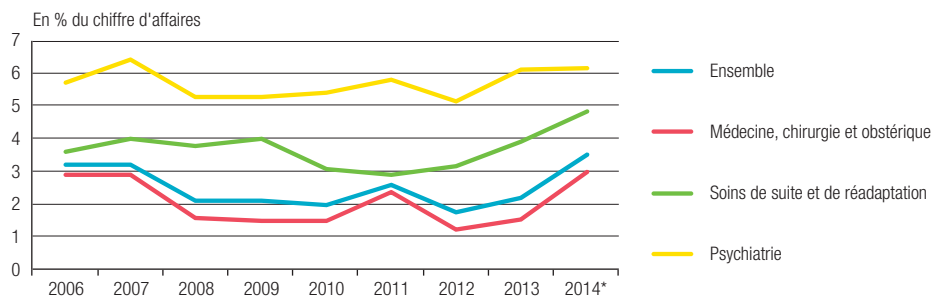
	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
Chiffre d'affaires total (en milliards d'euros)	12 334	12 508	13 050	13 583	13 938	13 994
Nombre de cliniques	1 095	1 084	1 076	1 064	1 039	1 027
Chiffre d'affaires moyen (en millions d'euros)	11,3	11,5	12,1	12,8	13,2	13,6
Achats et charges externes (en % du chiffre d'affaires), dont :						
achats consommés	-45,1	-45,0	-45,3	-45,2	-44,8	-44,8
autres achats et charges externes	-17,4	-17,7	-17,4	-17,2	-16,7	-17,1
variation de stocks	-27,8	-27,3	-27,9	-28,0	-28,1	-27,8
	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Frais de personnel (en % du chiffre d'affaires), dont :						
salaires bruts	-43,8	-44,0	-43,9	-43,9	-43,3	-43,0
charges sociales	-31,6	-31,2	-31,0	-31,2	-31,6	-31,3
	-12,2	-12,8	-12,9	-12,8	-11,7	-11,6
Fiscalité liée à l'exploitation (en % du chiffre d'affaires), dont :						
impôts, taxes et versements assimilés	-5,0	-5,0	-5,1	-5,3	-5,3	-5,1
subvention d'exploitation	-5,9	-5,7	-5,7	-6,0	-5,9	-5,9
	0,9	0,7	0,6	0,6	0,6	0,7
Excédent brut d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	6,1	6,1	5,7	5,6	6,5	7,1
Autres opérations d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Dotations nettes aux amortissements (en % du chiffre d'affaires)	-1,8	-1,8	-2,1	-2,2	-2,2	-2,2
Résultat d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	4,2	4,4	3,7	3,5	4,3	4,9
Résultat financier (en % du chiffre d'affaires), dont :						
produits financiers	-0,4	-0,4	-0,3	-0,3	-0,4	0,0
charges financières	0,7	0,6	1,0	0,9	0,6	0,8
	-1,1	-1,1	-1,3	-1,2	-0,9	-0,7
Résultat courant (exploitation + financier) [en % du chiffre d'affaires]	3,8	4,0	3,4	3,2	4,0	4,9
Résultat exceptionnel (en % du chiffre d'affaires), dont :						
produits exceptionnels	0,1	-0,2	1,1	0,1	-0,5	-0,1
charges exceptionnelles	2,3	2,5	3,0	2,1	2,1	1,8
	-2,1	-2,6	-1,9	-2,0	-2,7	-1,9
Participation des salariés (en % du chiffre d'affaires)	-0,4	-0,4	-0,4	-0,3	-0,4	-0,4
Impôts sur les bénéfices (en % du chiffre d'affaires)	-1,4	-1,4	-1,5	-1,2	-0,9	-0,9
Résultat net (en % du chiffre d'affaires)	2,1	2,0	2,6	1,8	2,2	3,5

* Données provisoires.

Lecture > Rapportés au chiffre d'affaires, les produits sont positifs et les charges négatives. Attention, des différences peuvent apparaître entre les sommes de pourcentages et le résultat réel, en raison des arrondis à un chiffre.

Champ > Cliniques privées de France métropolitaine et des DROM (y compris Mayotte), présentes dans la SAE.

Sources > Greffes des tribunaux de commerce, SAE 2009-2014, calculs DREES.

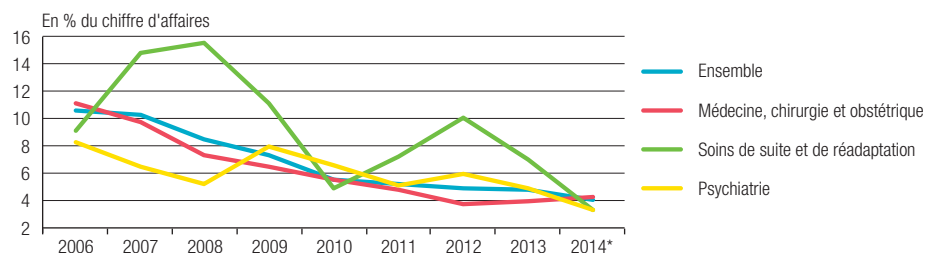
Graphique 1 Évolution de la rentabilité nette des cliniques privées entre 2006 et 2014

* Données provisoires

Champ > Cliniques privées de France métropolitaine et des DROM (y compris Mayotte), présentes dans la SAE.

Sources > Greffes des tribunaux de commerce, SAE 2006-2014, calculs DREES.

Graphique 2 Évolution de l'effort d'investissement des cliniques privées entre 2006 et 2014

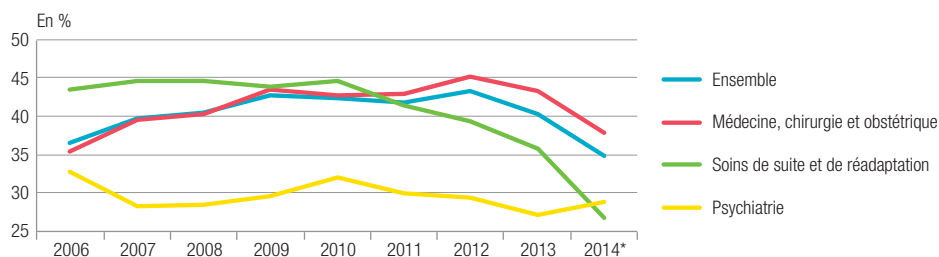


* Données provisoires

Champ > Cliniques privées de France métropolitaine et des DROM (y compris Mayotte), présentes dans la SAE.

Sources > Greffes des tribunaux de commerce, SAE 2006-2014, calculs DREES.

Graphique 3 Évolution du taux d'endettement des cliniques privées (en % des capitaux permanents)



* Données provisoires

Champ > Cliniques privées de France métropolitaine et des DROM (y compris Mayotte), présentes dans la SAE.

Sources > Greffes des tribunaux de commerce, SAE 2006-2013, calculs DREES.

Champ

Les comptes des cliniques privées sont transmis aux tribunaux de commerce avec parfois du retard. Les données de 2014 sont relatives aux cliniques privées de France métropolitaine et des DROM (y compris Mayotte) ayant déposé leurs liasses fiscales aux tribunaux de commerce. Ces chiffres ont été croisés avec l'enquête SAE 2014 afin de récupérer les données concernant l'activité et les capacités des cliniques privées. Les données 2014 sont considérées comme provisoires et s'appuient sur un échantillon de 729 cliniques ayant déposé leurs comptes. Un redressement des données par le recours à un calage sur marges permet, par une repondération des données, de rendre l'échantillon de cliniques représentatif de l'ensemble des cliniques. Cette méthodologie donne une estimation plus précise du chiffre d'affaires total des cliniques ainsi que des différents indicateurs financiers.

Définitions

- **Achats et charges externes** : ils comprennent notamment les achats médicaux, la sous-traitance et le personnel extérieur à l'entreprise, les redevances de crédit-bail, les loyers, etc.
- **Capacité d'autofinancement (CAF)** : elle mesure les ressources restant à disposition de la clinique à la fin de son exercice comptable pour financer son développement futur.

- **Chiffre d'affaires (CA)** : il correspond essentiellement aux rémunérations perçues par un établissement de santé pour les soins qu'il prodigue (rémunérations versées par la Sécurité sociale, par les assurances maladies complémentaires ou directement par le patient).
- **Excédent brut d'exploitation (EBE) ou marge d'exploitation** : solde généré par l'activité courante de l'entreprise, sans prendre en compte la politique d'investissement et la gestion financière. L'EBE est obtenu en soustrayant au chiffre d'affaires les charges d'exploitation.
- **Résultat net comptable** : solde final entre tous les produits et les charges de l'exercice.

Pour en savoir plus

- Yilmaz E., 2015, « La situation économique et financière des cliniques privées à but lucratif en 2013 », *Les Dépenses de santé en 2014, résultats des comptes de la santé - édition 2015*, Études et Statistiques, DREES.

Sources

Comptes des cliniques privées transmis aux tribunaux de commerce. La Statistique annuelle des établissements de santé (SAE).